

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 46 (1905), p. 145-148

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1905__46__145_0

© Société de statistique de Paris, 1905, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 5. — MAI 1905

I

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 19 AVRIL 1905

SOMMAIRE. — Adoption du procès-verbal de la séance du 15 mars 1905 — Nomination d'un membre titulaire — Correspondance. — Présentation des ouvrages : MM. A. Neymarek, le Secrétaire général. — Communication de M. Yves Guyot sur « La détermination du rapport des subsistances et de la population » ; discussion : MM. Limousin, Fléchet, de Colonjon, Lazarus, Matrat, Yves Guyot, Schelle et L. March.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. P. DES ESSARS.

M. le PRÉSIDENT communique à la Société les excuses de M. Levasseur, que sa santé retient éloigné momentanément, et exprime au nom de tous les membres ses souhaits pour le prompt rétablissement de notre éminent et vénéré collègue.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

Est admis définitivement : M. Elcus (Charles), 6, rue Poisson, à Paris, présenté à la dernière séance par MM. Lazarus et Fléchet.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne lecture de la correspondance : il signale tout particulièrement la prochaine réunion du deuxième congrès de l'Alliance d'hygiène sociale, qui doit se tenir à Montpellier les 19-21 mai prochain. Le premier congrès ouvert l'année dernière à Arras a pris une ampleur et présenté un intérêt pratique qui fait bien augurer du prochain. S'adresser pour tous renseignements à M. Edouard Fuster, secrétaire général de l'Alliance d'hygiène sociale, 7, rue de Bois-Colombes, à Courbevoie (Seine).

M. Fléchet dépose sur le bureau le cinquième rapport de M. A. Neymarek sur la statistique internationale des valeurs mobilières, présenté à la dernière séance de l'Institut international de statistique à Berlin, et dont l'auteur met un certain nombre d'exemplaires à la disposition de ses collègues. M. le Secrétaire général donne ensuite lecture de la liste des nombreux documents parvenus depuis la dernière séance, qu'on trouvera reproduite dans le présent numéro, page 177.

La parole est ensuite donnée à M. Yves Guyot pour faire sa communication sur *La Détermination du rapport des subsistances et de la population*.

M. Yves Guyot, s'appuyant sur les divers documents officiels et privés qui permettent de relever la consommation alimentaire de la plupart des pays de l'Europe, a tout d'abord calculé dans le détail tous les éléments (pain, légumes, etc. et viande) de la ration moyenne du soldat, qu'il a considérée comme le type répondant le mieux

à un travail modéré actif. Puis il en a rapproché la consommation individuelle moyenne des mêmes éléments dans les divers pays, consommation qui serait toujours inférieure de beaucoup à celle du soldat. L'orateur en conclut à l'insuffisance de la consommation alimentaire des diverses populations étudiées, au point de vue de l'intensité du travail à obtenir. Cette étude très documentée paraîtra *in extenso* dans un prochain numéro.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Yves Guyot de son intéressante communication et engage la discussion sur l'étude et les conclusions de l'orateur.

M. LIMOUSIN demande si M. Yves Guyot a connaissance d'un travail de M. Guyon, gendre de P. Robin, qui arrivait d'ailleurs à indiquer la faiblesse de la production de la terre par rapport à la consommation rationnelle. Il désirerait savoir si la production et la population ont augmenté parallèlement et si, par suite, le bien-être général s'est amélioré ou non. Dans le cas où la production aurait moins augmenté que la population, l'insuffisance constatée de l'alimentation tendrait donc encore à s'accroître.

M. FLÉCHEY fait remarquer qu'il faudrait d'abord être sûr de la valeur à diverses époques des deux éléments de comparaison : production et population. En ce qui concerne la production de la viande, par exemple, les éléments de calcul ne lui paraissent pas pouvoir être complets pour certains pays. D'autre part, l'orateur s'est appuyé sur un accroissement de la population de 57 % en soixante-dix ans. On rappellera à ce propos que, d'après les renseignements fournis par M. Levasseur, qui a calculé celui de la France en cent ans, on n'obtiendrait pour notre pays en soixante-dix ans qu'une proportion bien inférieure. En outre, il y a lieu de remarquer que les 57 % cités plus haut constituent un rapport moyen qui suppose dans les divers pays des rapports très différents, inférieurs ou supérieurs. Il semble donc qu'il existe entre les rapports extrêmes un tel écart que, même si l'on connaissait exactement la variation des productions alimentaires, il ne serait pas possible de répondre d'une façon précise à la question posée par M. Limousin.

M. Yves Guyot dit qu'il lui paraît difficile de discuter les chiffres de population qu'il donne d'après le major Craiggie. Quant à la production alimentaire, il ne s'est pas préoccupé de ses mouvements. Ce qui lui importe et ce qu'il a voulu démontrer, c'est qu'elle était trop faible pour arriver à donner la ration alimentaire normale.

M. LIMOUSIN insiste de nouveau sur l'intérêt de la question de la marche de la production et de la population. Il lui paraîtrait intéressant d'avoir des chiffres probants pour répondre à diverses opinions socialistes qui tendent à démontrer que la situation s'aggrave outre mesure et que le bien-être général diminue, puisque l'on a déjà pu constater la diminution de la consommation de la viande dans quelques grandes villes.

A ce sujet, M. FLÉCHEY rappelle que cette diminution, déjà constatée depuis longtemps par les maires d'un certain nombre de nos grandes villes, est plus considérable encore qu'elle ne paraît, si l'on se contente d'observer le chiffre de la consommation en viande de la population française totale, lequel est en légère décroissance, car le premier mouvement est en partie masqué par une assez forte augmentation de la consommation en viande de la population rurale. On a pu le constater en France de la façon suivante. Tous les cinq ans, un document officiel du ministère de l'agriculture relève la consommation en viande des villes de 10 000 habitants et au-dessus et des chefs-lieux d'arrondissement que l'on peut considérer comme centres exclusivement urbains. Or, si l'on rapproche les résultats ainsi obtenus de ceux concernant la consommation totale de la viande pour la France entière que fournissent les statistiques agricoles décennales, on peut, par simple différence, obtenir la consommation de la viande relative à la population rurale, et constater ainsi pour celle-ci une augmentation marquée provenant, comme on l'a déjà dit ici, de deux causes distinctes : 1° un accroissement normal et régulier dû à l'augmentation du bien-être général des populations rurales ; 2° un accroissement relativement récent provenant du séjour dans les campagnes d'un certain

nombre croissant de citadins, habitués à consommer de la viande, et dont le séjour est de plus en plus prolongé.

M. Yves GUYOT demande la parole. M. Linousin, dit l'orateur, constate que la consommation de la viande a diminué dans les grandes villes et conclut : donc, le bien-être a diminué. Je réponds : l'augmentation de la consommation a été inférieure à celle de la population parce qu'elle est due à l'affluence des habitants de la campagne, qui mangeaient moins de viande que les habitants des villes. Mais l'élévation constante du prix de la viande doit y être pour quelque chose : le kilogramme de poids vif est frappé de 0 fr. 35 par la douane et il faut y ajouter les droits d'octroi.

D'après les évaluations de Lagrange, j'ai constaté aussi que la consommation de la viande n'avait pas augmenté proportionnellement au développement de la richesse. Certes, j'aurais beaucoup à dire sur les effets du protectionnisme, à ce point de vue, mais, dans ce travail, je ne me suis placé qu'au point de vue objectif, sans me préoccuper des conclusions qu'on pouvait en tirer. Cependant, il y en a qui me paraissent acquises. Le détail des faits prouve que la production des objets alimentaires les plus nécessaires ne surabonde pas. Il prouve que les libre-échangistes avaient raison de soutenir qu'il y avait place pour l'agriculture dans les pays européens, en dépit de la culture du blé en Russie, dans l'Inde et aux États-Unis.

M. DE COLONJON fait remarquer qu'à son avis M. Yves Guyot s'appuie trop sur l'étalon-type qu'il a choisi et que, pour lui, c'est un critérium attaquable ; il semble que la ration-type est fort différente suivant les pays et que l'on devrait tenir compte de cette différence. De plus, il est certain que l'alcool (dans le vin ou la bière) est un aliment fournissant des calories ; il faudrait le faire entrer en ligne de compte dans la nourriture.

M. LAZARUS demande s'il ne serait pas intéressant d'établir une comparaison entre la mortalité du pays et la consommation alimentaire.

M. MATRAT pose une question. Si la ration du soldat n'est pas trop élevée, comment peut-on vivre, comment a-t-on pu vivre, comment vivra-t-on selon toute vraisemblance avec une ration toujours insuffisante ? La base n'est-elle pas fictive ?

M. Yves GUYOT, répondant d'abord à M. de Colonjon, dit qu'étant donnée la ration-type choisie par lui, il n'avait pas à se préoccuper, dans ses calculs, de la consommation en alcool. A ce propos, l'orateur s'élève avec vigueur contre les sociétés dites « de tempérance » qui font des campagnes contre l'alcool et oublient de parler du minimum de la ration alimentaire. Quant au rapport de la mortalité et de la consommation, ce rapport existe évidemment, mais présente moins d'intérêt qu'on ne le pense, car il lui semble que la vraie comparaison à établir est celle du travail et de la consommation alimentaire.

Il est évident, d'ailleurs, que puisque la très grande majorité de l'humanité se conserve sans une alimentation atteignant le minimum fixé, elle peut se maintenir dans ces conditions. Elle a vécu dans des conditions pires et elle a pu cependant durer et se développer.

Il y a des peuples très sobres, des gens qui vivent de rien, et ils peuvent même vivre longtemps ; mais la question est de savoir ce qu'ils dépensent, de quels efforts ils sont capables.

Les Kabyles passent pour de très bons travailleurs et se contentent d'une maigre nourriture, mais tout propriétaire algérien vous dira : « Il n'y a pas de comparaison entre le coup de charrue d'un Français et celui d'un Kabyle. »

Le lazzarone vit d'une tranche de melon, mais il travaille en proportion.

Je connais en France, continue l'orateur, dans la haute Bretagne, des paysans qui mangent du pain de froment, du lard assez souvent, rarement de la viande de boucherie, beaucoup de légumes, du beurre, et qui boivent du cidre ; cependant, sauf dans quelques moments de presse, à l'époque des moissons, ils ne donnent qu'une très faible quantité de travail.

M. SCHELLE appuie la thèse de M. Yves Guyot et dit qu'il faut surtout considérer le rendement en lui-même. Il existe des populations dans les régions méridionales,

les Corses par exemple, qui ne consomment pas beaucoup, mais ne font pas un travail modéré actif tel que celui du soldat. La ration choisie lui paraît d'ailleurs un type assez normal et dont il semble qu'il serait bon de se rapprocher : en accroissant la consommation, on accroîtrait le travail et le rendement général.

« Et les Japonais ? » fait remarquer un membre.

Précisément, répond M. Yves Guyot, je viens de lire une interview du lieutenant-colonel Gertsch, chef de la mission militaire suisse auprès de l'armée japonaise. Il y est dit que « l'alimentation de la troupe en campagne est extrêmement satisfaisante ». Beaucoup de riz, mais le riz est une nourriture insuffisante qui engendre le béri-béri; de la viande de conserve épicée dans une sorte de sauce aux tomates et du poisson séché. On oublie toujours que le Japon compte environ 4 000 îles, et que le poisson séché, qui a un pouvoir nutritif de premier ordre, est un des principaux éléments de son alimentation.

M. Lucien MARCH dit que la communication de M. Yves Guyot met surtout en évidence ce fait, qu'en raison de l'accroissement de la population, il faut s'efforcer d'augmenter les moyens de subsistance. Que la ration moyenne soit actuellement insuffisante, on peut le discuter : l'Anglais ou l'Américain, dont la vie est incontestablement active et énergique, sont-ils insuffisamment nourris parce qu'ils ne disposent pas de la ration théorique prise comme type ? Ce qui est sûr, c'est que l'accroissement de la population exige un accroissement au moins proportionnel des subsistances. La question est peut-être moins pressante pour notre pays que pour d'autres États qui, comme le faisait remarquer un jour sir Giffen, sont obligés d'acheter au dehors une grande partie de leurs produits alimentaires. Elle mérite cependant, même chez nous, la plus sérieuse attention ; la solution que préconise M. Yves Guyot semble la bonne : *il faut pousser à la culture intensive* ; on peut ajouter : *à la culture des produits les plus nutritifs*.

Sur le désir exprimé par M. Yves Guyot, la discussion pourra être poursuivie dans une séance ultérieure. La séance est close à 11 heures et quart.

Le Secrétaire général,
E. FLÉCHEY.

Le Président,
P. DES ESSARS.
